

La gauche n'a pas de pensée du politique

Marcel Gauchet

Philosophe, Rédacteur en chef de la revue Le Débat

Je prendrai notre sujet sous un autre angle encore. Je partirai de la mondialisation pour arriver à la question de la démocratie, en développant une observation que j'avais eu l'occasion de faire et sur laquelle Patrice Cohen-Séat m'a demandé de rebondir : l'observation selon laquelle la gauche européenne n'a, au fond, rien à dire sur la mondialisation.

La formule peut évidemment paraître un peu brutale. On pourrait m'objecter : la mondialisation ? Mais la gauche n'arrête pas d'en parler ! Je précise donc : elle n'a rien à dire au sens où elle est profondément handicapée pour formuler des propositions de riposte vis-à-vis de la mondialisation. C'est son flanc dégarni. Elle est prise à revers sur ce terrain. C'est l'un des points fondamentaux qui accèdent dans l'opinion l'idée selon laquelle il n'y a pas de vraie différence entre la droite et la gauche. Certes, leur discours n'est pas le même, mais en dernier ressort, au niveau des politiques qu'elles sont en mesure de mener, elles obéissent à une même logique.

Pourquoi cette situation somme toute très étrange ? Elle tient à toutes sortes de raisons, y compris techniques. Je les laisserai de côté pour aller droit à ce qui me semble être la raison la plus profonde.

Sur ce terrain, la gauche – au sens large – est prise au piège de l'un de ses plus profonds idéaux : l'internationalisme. Encore n'est-ce pas simplement un idéal, au sens d'une valeur supérieure ; il y va aussi de toute une vision de la société désirable, du mouvement souhaitable de l'histoire.

De fait, c'est cet idéal, en dernier ressort, qui met la gauche en mauvaise position face au phénomène de la mondialisation et de sa dynamique, avec

lequel elle ne peut dans le principe, que se trouver d'accord. On le voit bien lorsque l'on retrace l'histoire des trente dernières années. La gauche a accompagné le mouvement ; elle lui a fait escorte, quand elle n'a pas servi d'idiot utile pour faire passer quelques mesures qui étaient un peu plus scabreuses que d'autres, et auxquelles elle pouvait apporter sa caution pour développer un monde ouvert au libre-échange.

Ce handicap prend aujourd'hui une forme paroxystique avec le nouveau discours des tenants du libre-échange mondial. Monsieur Bébéar, que je n'ai pas besoin de présenter, a fait récemment une déclaration très éloquente de ce point de vue. À l'entendre, le meilleur argument en faveur de la mondialisation économique, c'est qu'elle est le facteur principal de la justice sociale... à l'échelle du monde ! Comment ? , nous dit-il en substance, vous seriez contre un mouvement qui a permis de sortir des centaines de millions de personnes de la grande pauvreté ? À son interlocuteur qui lui faisait remarquer que les investissements des grandes entreprises françaises allaient de préférence vers les pays émergents plutôt que vers la France ou l'Europe, il a rétorqué, toujours en substance, que c'était là, justement, ce qui faisait le prix moral de l'action des investisseurs. Ils vont, certes, là où les motifs de profits sont les plus certains. Mais ce faisant, ils militent en faveur d'un monde uni où tous peuvent participer à égalité au processus économique. J'ai été très frappé par le fait que ce discours provocateur n'a suscité que peu de réactions. Il y a là pourtant un vrai défi intellectuel et politique. Qu'avons-nous à dire face à un discours comme celui-là, qui se présente sous le signe de la générosité, de l'ouverture, de l'intégration de ce monde mondialisé par la vertu des échanges ? Il donne une portée morale à la condamnation du protectionnisme. Le protectionnisme, explique-t-il, est non seulement inefficace économiquement, et inutile, mais il est surtout coupable moralement. Il est un discours égoïste de nantis qui veulent défendre leurs avantages au lieu d'accepter une concurrence qui permet aux plus faibles, à l'échelle du monde, de s'inscrire dans la course à la prospérité.

Cette anecdote permet de mesurer au passage combien, depuis la grande inflexion des années 1970, la situation du monde économique et de nos sociétés a changé. C'est le point capital. Si la gauche, depuis le XIX^e siècle, depuis la révolution industrielle, s'est définie fondamentalement comme internationaliste, c'est en regard d'un monde où la politique et le capitalisme étaient fondamentalement nationaux. Au regard de cet univers d'unités politiques fermées, l'internationalisme prolétarien se voulait, lui, porteur de ce que le capitalisme lui-même dessinait comme émancipation sous les traits lointains de ce qui était en train d'advenir : le marché mondial. Relisons *L'idéologie allemande*. Elle comporte des pages assez étonnantes à leur date sur le fait que précisément la vocation naturelle du capitalisme est d'aller vers le marché mondial ; et qu'en allant vers le marché mondial, il ouvre une perspective sur

l'unité du genre humain qui sera le vecteur de l'émancipation humaine. En regard de quoi, les bourgeoisies nationales installées n'avaient de cesse de dénoncer le cosmopolitisme de mauvais aloi et l'antipatriotisme cultivés par le mouvement ouvrier.

Je n'entre pas dans l'histoire très compliquée de cette affaire. Il me suffit de noter ici combien, dans la période récente, le capitalisme, les capitalistes et l'univers économique, au sens large, ont changé de camp. C'est le capitalisme et les capitalistes qui sont devenus le plus résolument internationalistes ! Au point même que nous assistons à ce phénomène très remarquable qui est la dénationalisation des élites dirigeantes. On a pu parler d'une « super élite » dont la particularité est d'être complètement détachée des espaces nationaux. Il faudrait faire la part, dans ce cadre-là, du rôle très particulier que jouent les États-Unis dans ce dispositif. À beaucoup d'égards, cette dénationalisation des élites est trompeuse ; elle correspond à quelque chose comme une américanisation cosmopolite des élites (pour résumer le phénomène d'une formule).

Quoi qu'il en soit, nous sommes complètement sortis d'un schéma qui a joué un rôle historique déterminant dans la pensée marxiste, schéma selon lequel le capitalisme serait national par nécessité. Il est national par nécessité parce que ce n'est que dans le cadre des États-nations que peut s'exercer la protection des classes dominantes et des classes propriétaires. L'appareil politique et militaire répressif des États-nations fait partie intégrante du système de domination capitaliste – comme vous le savez, ce devait être l'objet du dernier livre du *Capital* que Marx n'a jamais écrit. Mais je crois qu'on devine bien la place qu'il assignait dans sa pensée à ce phénomène. Les États-nations existent en tant qu'ils sont indispensables à la domination de la classe propriétaire, puisque ce n'est qu'au niveau politique qu'ils peuvent disposer des moyens ultimes d'exercice de la domination.

Eh bien, nous sommes dans un cas de figure totalement différent. Cette contradiction entre l'internationalisme virtuel du marché mondial – que le capitalisme est amené à développer et dont les classes ouvrières sont le vecteur – et la nationalisation des espaces économiques comme condition de la domination des classes exploiteuses est dépassée dans le monde où nous sommes. Il dessine une configuration intellectuelle complètement différente. Nous devons réfléchir autrement. Sur ce terrain-là aussi nous vérifions, une fois de plus, qu'une contradiction présumée rédhibitoire se révèle très surmontable par la dynamique industrielle, productive et financière du monde capitaliste.

Cela explique, me semble-t-il, pourquoi les gauches, avec une forte accentuation européenne, sont prises à revers par ce mouvement devant lequel elles sont intellectuellement désarmées. Elles déplorent les effets du phénomène de mondialisation, mais elles sont dans l'embarras lorsqu'il s'agit de remonter à ses causes et de lui opposer une politique construite sur des alternatives à cette vision libre-échangiste du monde.

Cette situation met en lumière un point aveugle des gauches : elles n'ont pas de pensée du politique – « du » politique que je distinguerai ici de « la » politique. La politique, c'est-à-dire l'expression d'une communauté au travers de la délégation représentative. Le processus électoral, pour faire court, et ce qui va avec, la concurrence des partis dans l'espace public en vue de la conquête du pouvoir. Avec « le » politique, c'est d'autre chose qu'il s'agit, à savoir du cadre structurant des collectivités humaines dont l'État fournit l'exemple majeur. Il y a d'autres aspects du phénomène ; celui-là est le plus simple à saisir. Au fond, la gauche reste prise dans un schéma où il y a d'abord la société, l'économie, les droits individuels, et puis cet horizon lointain qu'est l'unification émancipatoire du genre humain. Dans ce cadre-là, les structures politiques n'ont pas de place. C'est comme si elles n'existaient pas. Or, c'est précisément ce que nous sommes amenés aujourd'hui à mettre au premier plan de nos réflexions si nous voulons avoir quelque chose à dire et à faire face à la mondialisation.

Nous avons à repenser le cadre structurant qui permet la vie démocratique. Celle-ci ne se réduit pas aux procédures dont nous venons de parler. Son objectif, c'est le pouvoir sur les conditions dans lesquelles s'exerce la vie sociale au sein de la communauté politique. C'est cela l'enjeu de la démocratie. Il concerne en particulier la maîtrise du processus économique. Je crois que nous ne pouvons plus nous permettre de penser dans les termes où l'abolition du politique ouvrirait la voie de la maîtrise de l'économie, grâce à la libre association des producteurs. De même, il n'est plus permis de rêver que l'unification complète du marché mondial assurerait l'émancipation générale. Nous voyons se dessiner cette unification du marché mondial. On ne peut pas dire qu'elle paraît porteuse d'une libération des énergies et d'un épanouissement des travailleurs. Ce n'est pas tout à fait comme ça que les choses se passent, manifestement...

Ce que nous avons à mettre au premier plan de nos réflexions, ce sont les structures politiques qui permettent la démocratie. Si le sentiment se répand d'une régression de la démocratie, c'est en raison de ce phénomène par-dessus tout. Ce ne sont pas tant les libertés démocratiques qui sont en cause que le cadre qui rend possible et qui donne sens à la démocratie. Un cadre qui, lui, paraît bel et bien affecté par la marche du monde, et dont le retrait transforme la politique démocratique en un théâtre d'ombres. Elle reste là formellement, mais elle a de moins en moins de consistance, faute d'un appareil politique à sa disposition. Sans lui, la citoyenneté électorale perd son débouché qui est la maîtrise collective du destin commun.

Autrement dit – et ce sera mon dernier mot – nous devons penser en fonction d'une double articulation. Car il ne s'agit évidemment pas, face à la mondialisation, d'abandonner la perspective universaliste, ni le raisonnement à l'échelle globale, à l'échelle de l'espèce humaine. Mais nous voyons bien – et

c'est la nouveauté essentielle de notre situation – que cette réflexion ne peut trouver son sens et son débouché pratique que si nous pensons l'organisation du monde sur la base des communautés politiques spécifiques qui le composent. Celles-ci sont faites pour la coopération ; encore faut-il qu'elles soient suffisamment solides démocratiquement pour vouloir et organiser cette coopération.

Au cours de la discussion :

Je serai très schématique, en soulevant juste deux questions.

Nous avons croisé la première à plusieurs reprises. Que faire de l'Europe ? C'est tout de même là, pour nous, je pense, un chantier sur lequel nous avons un peu de prise. Or je suis très frappé de la faible proposition française à l'égard de l'Europe. Elle représente pourtant l'exemple privilégié de ce que pourrait être une mondialisation civilisée. L'Europe est la zone du monde la plus ouverte. La plus mondialisée ! C'est une donnée extrêmement importante à considérer. C'est aussi notre faiblesse, naturellement. On le voit dans cette crise. Mais cela nous donne en même temps une marge de manœuvre. Qu'avons-nous à proposer sur ce chapitre ? On voit bien, me semble-t-il, pour revenir au point que je soulevais, que la mondialisation ne peut fonctionner qu'en étant organisée. L'Europe, premier marché du monde, zone du monde la plus ouverte, qu'est-ce qu'elle a à proposer sur cette articulation du monde grâce à laquelle une prise sur le processus de la mondialisation deviendrait possible ?

Deuxième point : beaucoup de remarques très justes ont été faites sur le fait qu'il ne faut surtout pas réduire la citoyenneté à l'exercice du droit électoral. Qui plus est, même, l'exercice de ce droit électoral suppose toute une série de conditions. Je voudrais en introduire une de plus. En effet, il faut que les citoyens puissent se reconnaître dans l'espace du débat public pour qu'ils aient envie de s'y insérer. La condition de la représentativité du personnel politique est très importante. Mais il y en a une autre : il faut se reconnaître dans les termes du débat public, dans les réalités dont on parle au quotidien. Et, de ce point de vue-là, je crois que nous sommes loin du compte. La nécessité de faire émerger un certain nombre de réalités dans la discussion publique me semble très importante à considérer.

Je reviens à l'Europe sous cet angle. Elle est la grande absente de nos débats publics. Nous débattons très peu des décisions qui sont prises au niveau européen. Nous ne savons pas à la lettre ce qui se concocte dans les instances européennes, quand bien même les conséquences des décisions qui sont prises sont essentielles – nous ne les percevons quelquefois que des années après. N'est-ce pas l'exemple même de ces choses passées sous silence dont l'examen public serait mobilisateur pour la citoyenneté ?